

Jacques Cheminade¹

FAIRE FACE À LA GRANDE CRISE MONDIALE

Le système financier et monétaire international dans lequel nous vivons agonise. Comme nous écrivons ces lignes, les principaux chefs d'Etat du monde, membres du G20, préparent une réunion qui a pour objectif de faire face, et se tiendra le 15 novembre dans les environs de Washington. Nicolas Sarkozy a eu parfaitement raison de se battre pour qu'elle puisse se tenir. Cependant, l'on peut craindre que les dissensions des uns et les atermoiements des autres ne permettent pas d'ouvrir une réelle porte de sortie. L'on paye ainsi la manière dont ces mêmes principaux responsables politiques se sont plus ou moins volontairement laissés déposséder du pouvoir par une oligarchie financière de la banque et de l'assurance, dont le centre d'opérations et d'innovations destructrices s'est implanté dans la City de Londres et dans les paradis fiscaux relevant de l'influence britannique (Jersey, Guernesey, îles de Man, Bahamas, Caïman, Vierges, Bermudes...), pour se propager de proche en proche à Wall Street et dans le monde entier.

Parvenus à ce moment décisif de l'histoire, nous devons d'abord tenter de mesurer l'ampleur de la crise actuelle à l'aide de quelques chiffres significatifs, avant d'examiner comment on a pu en arriver là et le risque devant nous, pour enfin conclure sur la nature du dispositif d'ensemble qui doit nous permettre d'en sortir. Cette crise, faut-il souligner d'emblée, n'est pas une crise cyclique, dont on pourrait sortir par des « régulations », mais la crise inexorable de l'ensemble du système dominant depuis plus de quarante ans, qui exige ce que le général de Gaulle appelait un sursaut et que d'autres nommeraient une révolution de la façon de penser.

I. L'ampleur de la crise actuelle

¹ Jacques Cheminade, HEC et ENA, a exercé des responsabilités dans la haute fonction publique avant de devenir dissident d'un système dont il a vu avec effarement se multiplier les excès. Il est président de l'association Solidarité et Progrès.

Les deux chiffres qui donnent la meilleure mesure de ce qui se passe devant nos yeux sont, d'une part, celui de la somme des transactions interbancaires mondiales sur un an, et de l'autre, celui de l'ensemble des produits dérivés en circulation à un moment donné sur des marchés non réglementés (*amounts outstanding of over the counter derivatives*).

Le premier, selon les institutions internationales, pouvait être évalué à 2 024 800 milliards de dollars en décembre 2005 et atteindrait aujourd'hui au moins 3 000 000 de milliards (plus de la moitié étant constituée par les marchés de produits financiers dérivés et le reste par les marchés des changes et boursiers). Les produits financiers dérivés sont des paris sur le prix futur d'un bien quelconque, sur lequel on peut jouer plusieurs fois sa mise par un effet de levier et avec de l'argent emprunté à autrui. Ainsi, ce chiffre de transactions correspondant à des engagements s'élève à plus de 50 fois le produit intérieur brut (PIB) mondial et à plus de 150 fois le produit de biens tangibles réels, à l'exclusion des services.

Le second chiffre, en décembre 2007, s'élevait à 596 004 milliards de dollars, soit plus de 10 fois le PIB mondial.

Ces deux chiffres, l'un sur un an, l'autre à un instant t , traduisent une situation de banqueroute de tout le système. Les créances telles qu'elles sont ne peuvent pas être remboursées sans inflation et sans cannibalisation de la production physique de biens.

Depuis le 15 août 1971, date de la dématérialisation des monnaies induite par le découplage entre l'or et le dollar, les paris de toute nature sur les biens, les services et les monnaies elles-mêmes se sont partout étendus, constituant des bulles financières sans précédent dans l'histoire. Le système a fonctionné avec deux aspects imbriqués, l'un économique et l'autre social.

L'aspect économique a été l'émission de plus en plus incontrôlée de monnaie, échappant aux autorités nationales. Les banques et les sociétés d'assurance, parrainées par des banques centrales complices, ont émis de la monnaie à tout va, associée à des crédits bon marché. Ainsi, la masse monétaire M3 (pièces et billets, dépôts à vue, comptes sur livret et instruments négociables sur les marchés monétaires) a augmenté jusqu'à atteindre 11 % à 12 % par an en Europe, et 15 % à 18 % aux Etats-Unis, avant que les statistiques officielles ne soient plus disponibles afin de masquer l'ampleur du phénomène. Le PIB s'accroissait pendant ce temps de 3 à 5 fois moins, tandis que le revenu de l'actionnaire atteignait, lui, un taux sensiblement égal à celui de la hausse de l'émission monétaire, soit 15 % par an. De plus, l'émission monétaire a dopé toutes sortes d'actifs financiers, et notamment la titrisation des créances. Sous ce nom barbare se cache la transmission par un établissement financier de paquets de créances ou de prêts à des investisseurs tiers, sous forme de titres, lui permettant ainsi de se débarrasser du risque.

Cette transmission peut être simple : ce sont les fameuses *Collateralized debt obligations*, les *CDO*, lots de créances bancaires commercialisées pour transférer à un tiers le risque de non remboursement, procédé mis au point à Londres par Joseph Cassano, président fondateur d'*AIG Financial Products Corp*, grâce au « *Big bang* » de la City qui a, à partir de 1986, ouvert toutes grandes les portes aux spéculations financières de toutes sortes. Ce point est intéressant, car on trouve ici un citoyen américain opérant depuis Londres, avec des pratiques de plus en plus douteuses, sous la couverture du plus grand assureur américain, AIG. Le montage est devenu ensuite plus complexe avec les *Credit default swaps* (*CDS*, ou contrats d'échange de risques de défaut), dont le principe est aussi celui d'une assurance, à cette différence près qu'on s'assure contre le risque couru par un tiers. En clair, arrivées à ce degré de perversion, les firmes ont créé un marché en multipliant les paris sur la fin prochaine de leurs consoeurs. Et elles ont échangé leurs transactions de gré à gré, sans règles, nulle instance ne s'assurant que le parieur dispose des fonds nécessaires ni que le montant global des contrats ou la qualité des intervenants puissent être identifiés. Les plus gros opérateurs sur ces marchés (environ un tiers du total) furent les fameux *hedge funds*, installés dans des paradis fiscaux opaques, intervenant avec des effets de levier d'au moins 5 fois la mise. L'on conçoit le risque global lorsqu'on sait que le montant total de ces *CDS* est actuellement évalué à environ 60 000 milliards de dollars, alors qu'ils n'existaient pas il y a dix ans.

L'aspect social de ce système fut, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Espagne, la substitution des salaires par du crédit. Ainsi, dans la quasi-totalité des pays occidentaux, la part des salaires par rapport au capital a baissé de dix points au sein des PIB. Ceci permit l'enrichissement des émetteurs de crédit, tout en constituant une pyramide de dettes pour les ménages, dépassant de loin 100 % de leurs revenus annuels. Les émetteurs de crédit ont poussé autant qu'ils l'ont pu tout le monde à s'endetter et ont transmis les créances ainsi engendrées aussi vite qu'ils l'ont pu, sous forme de titres. Le risque, en étant étendu, ne devait pas, théoriquement, se matérialiser. C'est alors que survint la crise des *subprime*, dissipant les illusions. Cependant, il ne faut pas s'y tromper : il ne s'agit pas de la cause de la crise généralisée, mais d'un maillon faible du système qui a craqué. Insolubles et surendettés, les propriétaires de logements, ne pouvant plus honorer leurs échéances, virent leur bien saisi par les banques, mais comme il n'y avait pas d'acheteurs, la crise immobilière s'étendit progressivement jusqu'à devenir une crise générale du crédit, affectant tout le système de la bancassurance et de la titrisation. Les créances étaient tellement imbriquées au sein des conglomerats de titres que tout le monde s'est mis à douter de tout le monde, et que le marché interbancaire s'est tari. Le levier à la hausse se transforma alors inéluctablement en levier à la baisse, et ceux qui aiment donner des noms à tout pour se rassurer baptisèrent le phénomène « effet de

levier inversé », dans lequel la mauvaise monnaie chasse la bonne et la baisse entretient la baisse, par soubresauts successifs. C'est là que nous en sommes arrivés, malgré les émissions de crédits, de garanties, de cautions, de recapitalisations et de refinancements auxquelles procèdent les banques centrales, véritable inondation d'argent électronique qui pourrait arrêter le phénomène s'il était cyclique, or il est systémique, et c'est sa logique d'ensemble qui est en cause.

II. Comment en est-on arrivé là

Les différentes étapes de la dépossession volontaire par les pouvoirs publics de leurs moyens monétaires et financiers, autrement dit la dérégulation monétaire mondiale de 1968-2008, apparaît comme une marche à l'abîme d'une inéluctable logique. L'oligarchie financière, de plus en plus libre de faire ce qu'elle entendait, a substitué la « pompe à phynances » du Père Ubu à une politique d'émission de crédit en faveur de l'économie réelle, c'est-à-dire l'équipement de l'homme et de la nature. Les principales étapes de cette dépossession des Etats-nations doivent être retracées pour en faire ressortir la tragique cohérence d'ensemble.

Dans la France du Plan Marshall et de la planification indicative, cette « ardente obligation » évoquée par Pierre Massé, la création de crédit était orientée par l'Etat, qui le dirigeait prioritairement vers les grands programmes d'avenir dans la recherche, l'industrie et les infrastructures modernes. C'était ce crédit, associant grandes administrations publiques, établissements publics industriels et commerciaux et entreprises privées, qui irriguait l'économie conçue comme un tout. Le *la* était donné par la puissance publique, chacun opérant ensuite selon sa participation dans l'orchestre.

Depuis la fin des années 60, au contraire, on est passé de l'orientation publique du crédit à un crédit émis d'abord par les banques, puis également par les sociétés d'assurance et les marchés financiers. La transformation du court en long terme (d'argent placé à court terme en prêts à plus long terme) tomba peu à peu entre les mains d'intérêts voulant réaliser des profits de plus en plus rapides, et l'Etat se vit privé de la possibilité de créer du crédit-monnaie en vue de financer des projets à long terme. L'on parvint ainsi à un totalitarisme du court terme, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Espagne, avec des montages de plus en plus complexes et de plus en plus découplés de l'économie réelle. Un orchestre sans diapason sombra dans la cacophonie de prédateurs couverts par la feuille de vigne de la concurrence libre et non faussée.

Les spéculations sur le dollar, à la fin des années 60, et les crédits-dollar organisés sans le contrôle des autorités américaines (eurodollars), incitèrent celles-ci à demander, en mars 1968, aux autres banques centrales à s'engager secrètement à ne plus convertir leurs dollars en or. La France

refusa cette rupture du principe de Bretton Woods, et en paya les conséquences. Dans ces conditions, le rapport Marjolin-Wormser-Sadrin, commandé par Maurice Couve de Murville, évoqua alors le passage d'une économie de crédit dirigé à une économie financée par le recours aux marchés monétaires. Le premier pas était fait.

Le second, bien plus décisif, fut la dématérialisation totale de la monnaie, conséquence de la suppression de la libre convertibilité du dollar en or décidée le 15 août 1971 par le président américain Richard Nixon, conseillé par George Schultz, qui deviendra plus tard le mentor des administrations Bush père et fils. En mars 1973, le régime des changes internationaux flottants se trouve établi. Il n'y a plus de contrepartie métallique aux monnaies émises, le système est accepté par tout le monde et les spéculateurs peuvent désormais parier sur la valeur des monnaies au gré des pressions politiques ou autres exercées sur telle ou telle devise d'Etat. Auparavant, le 3 janvier 1973, par une loi Pompidou-Giscard, la Banque de France a dû abandonner son rôle de service public d'investissement. L'article 25 de cette loi dispose en effet que « *le Trésor public ne peut plus présenter de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ». Dès lors le recours au crédit productif public n'est plus possible. Les paramètres du système sont en place. Le « consensus de Washington » reconnaît la supériorité du privé sur le public et impose des équilibres comptables et budgétaires à tous, sauf aux établissements financiers créateurs de monnaie !

Le 27 octobre 1986, Margareth Thatcher annonce le *Big bang* de la City de Londres. Tout le système britannique se trouve déréglementé. La City peut alors devenir la plaque tournante du système financier, échappant à tout contrôle sérieux du gouvernement et du peuple britanniques. Un véritable empire financier supranational de tradition bancaire anglo-saxonne peut ainsi se reconstituer.

L'étape suivante est la décision d'Alan Greenspan en 1987, après le krach boursier. Pour combattre l'effondrement financier, il autorise l'émission pratiquement illimitée de monnaie-crédit en faveur des opérateurs financiers et abaisse systématiquement les taux d'intérêt. La « pompe à phynances » américaine est ouverte et les montages imaginés à Londres se propagent partout.

En 1992, le traité de Maastricht (article 104) « interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite ». Ce qui signifie, en clair, que l'Etat ne peut pas recourir à du crédit productif public

pour lancer de grands projets et doit s'endetter en empruntant auprès des marchés. C'est cet endettement forcé qui fit augmenter la dette publique française, par le jeu des intérêts à servir aux crédateurs.

Le 4 août 1993, une loi Mitterrand-Balladur donne, dans la logique du système, son indépendance à la Banque de France, en lui interdisant par son article 3 d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise public, de même que l'acquisition de titres de leur dette. Le 12 mai 1998, une loi Chirac-Jospin intègre la Banque de France au Système européen de banques centrales (SEBC). Le traité de Maastricht prévoyait déjà que « l'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix ».

Si l'on examine cette évolution de l'Europe en perspective cavalière, depuis l'Acte unique de 1986, l'on s'aperçoit que la suppression du contrôle des changes, l'émergence d'un marché unique totalement dérégulé et l'adoption d'une idéologie de profits rapides, ayant pour but de provoquer un mouvement de hausse auto-entretenu et étroitement relié à celui des marchés anglo-saxons, ont créé chez nous les conditions du tsunami financier que nous connaissons aujourd'hui, en emportant nos remparts publics. Le traité de Lisbonne, repris sous la forme de l'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ne fait que reprendre l'article 104 du traité de Maastricht. L'objectif est bien d'abandonner la création monétaire aux banques et compagnies d'assurance privées, dans un contexte de mondialisation financière sans limites.

A l'échelle américaine et mondiale, l'annulation du *Glass Steagall Act* voté sous la présidence Roosevelt, et son remplacement par le *Gramm-Leach-Bliley Act* du 12 novembre 1999, propagèrent la dérégulation absolue britannique partout et sans limites. Il n'y eut alors plus de séparation aux Etats-Unis entre banques de dépôt et banques d'affaires, les banques étant autorisées à fusionner avec des sociétés d'assurance. Cette chute de la muraille de feu prudentielle permit dès lors de tout faire, et les établissements financiers européens participèrent au festin qui, à court terme, rapportait beaucoup plus que les métiers traditionnels. Le piège était tendu. Aujourd'hui, nous y sommes tombés.

III. Le pire est devant nous

Face à l'ampleur de la crise, les gouvernements et les institutions financières s'efforcèrent de sauver le système, comme s'il s'agissait d'une crise cyclique.

Dans un premier temps, les banques centrales fournirent des liquidités aux établissements financiers pour tenter de sauver les marchés interbancaires. Les Etats empruntèrent par l'émission de bons du Trésor à trois mois, fournissant des fonds aux banques centrales qui, à leur tour, ont pris en pension les effets « toxiques » (créances plus que douteuses) des

banques. Ainsi des centaines de milliards furent jetés sur les marchés, les délais de prêts étant de plus en plus longs, passant de quelques jours à quelques mois, et les effets admis de moins en moins sûrs. La Réserve fédérale américaine (Fed) se mit à refinancer toutes les banques en manque de liquidités à hauteur de plus de 150 milliards de dollars, avec des délais de 85 jours et à un taux annuel ridicule de 1,39 %. Cependant, cela n'a pas suffi, pas plus que les garanties fournies à *Freddie Mac* et *Fannie Mae* par l'Etat américain, ou le sauvetage de *Bear Stearns*, puis de l'assureur *AIG*, puis de tout ce qui pouvait l'être.

D'où l'adoption du plan Paulson, qui prévoyait d'aller plus loin en garantissant temporairement, à plus long terme, les dettes entre banques. Puis l'intervention de l'Etat américain pour sauver les fonds monétaires, les Sicav américaines qui, elles, portaient des effets commerciaux des entreprises, eux-mêmes devenus douteux. Mais cela ne suffisait toujours pas : le maelström des marchés absorbait tout, sans être capable de régénérer du crédit permettant de faire fonctionner l'économie.

Alors vint le plan Brown, mis au point par le Premier ministre britannique avec, entre autres, son conseiller... Alan Greenspan. Ce plan consiste à recapitaliser les banques en les nationalisant à titre temporaire et partiel, par delà le refinancement. Il prévoit des sommes extrêmement importantes, correspondant au total à environ un tiers du PIB britannique. Voyant bien que ce renforcement spectaculaire des banques anglaises, s'adressant aux plus puissantes, risquait d'y attirer les investissements de clients inquiets, chaque pays se mit à adopter une version du plan anglais pour renforcer ses propres banques. Le plan Paulson fut alors partiellement reconverti en plan de capitalisation bancaire : 125 milliards tout de suite pour les plus grandes banques américaines, puis 125 autres milliards prévus pour des banques régionales. Le plan décidé par les pays de l'Eurogroupe puis par le Conseil européen des vingt-sept n'est pas plus original. Il prévoit d'associer le renforcement du capital des banques et les garanties publiques à des opérations de refinancement bancaire, d'élargir « l'éventail des contreparties qu'elle prend en échange des liquidités qu'elle apporte aux banques » et de continuer à alimenter les marchés en liquidités.

Deux choses sont à noter. La première est que tout cela peut se résumer, sous forme de participation au capital ou de refinancement, à une absorption directe ou indirecte par l'Etat des effets toxiques détenus par les banques. Les Etats acceptent ainsi de se laisser empoisonner pour sauver les marchés, pratiquement sans conditions, après s'être fait déposséder par ceux-là mêmes qu'aujourd'hui ils assistent. Ce qui est vraiment un comble ! La seconde chose est que ce Conseil européen qui a adopté le plan de renflouement des banques et autres établissements financiers, s'est opposé à tout plan de relance de l'économie réelle. L'on voit ainsi - comble du comble - les Etats arbitrer en faveur du virtuel financier contre le réel de l'économie physique !

Et malgré tout cela, la crise financière n'est pas finie et une véritable dépression économique et sociale se profile à l'horizon, qui se transformera en tragédie si l'on ne change pas la règle du jeu.

La crise financière tout d'abord. Le risque immédiat est constitué par les quelque 60 000 milliards de CDS - *credit default swaps*, une pyramide instable dans un environnement totalement opaque. Dans la situation actuelle, les risques de défaut ne manqueront pas d'apparaître et les imbrications des paris sont telles que les effets d'enchaînement, avec un effet de levier inversé, sont pratiquement inévitables. De plus, ce marché de CDS a pour principaux acteurs les fonds hyperspéculatifs (les *hedge funds*) et les « rehausseurs de crédit » (*monoliners*) créés par les institutions financières pour assurer les crédits, d'abord des collectivités locales américaines puis de tous les intervenants sur les marchés, représentant environ 2000 milliards de dollars, les uns comme les autres portant des masses de produits spéculatifs à haut risque. C'est cet empilement de risques sur risques qui est le plus inquiétant. Les rehausseurs de crédit sont sous perfusion et les *hedge funds* sont menacés par les retraits de leurs clients, inquiets de la situation. On recense environ 8000 *hedge funds* de par le monde, à qui toutes les banques ont prêté et qui gèrent plusieurs milliers de milliards de dollars. Les investisseurs réclament le remboursement d'environ 600 milliards d'euros, et comme ces institutions ménagent des ouvertures trimestrielles pour permettre les retraits de leurs clients, c'est le 31 décembre qui sera l'échéance décisive. L'on estime que 700 de ces fonds seront en dépôt de bilan, un taux de faillite d'environ 10 %. Cependant, ceux qui sont à la fois juge et partie sont plus pessimistes. Ainsi Emmanuel Roman, co-directeur général de *GLG Partners*, l'un des plus gros fonds européens, estime qu'un quart des firmes disparaîtront « dans le cadre d'un processus de survie darwinien où seuls les plus forts survivront ». Les fonds de pension américains, selon le *Congressional Budget Office*, auraient déjà perdu plus de 2000 milliards de dollars ! Ici apparaît l'aspect social : la déroute à venir des *hedge funds* ébranle par ricochet les fonds de pension qui avaient investi dans ces sociétés.

Autre grenade dégoupillée, celle des cartes de crédit, qui sont aux Etats-Unis un véritable instrument de paiement différé, sur lesquelles le taux de délinquance est passé de 3,6 % à 6,7 %, et se trouve en hausse continue, selon le géant de la carte, *American Express*. En effet, les consommateurs, dont le taux d'épargne est négatif et dont les salaires demeurent bas, ne pouvant plus jouer sur la hausse du prix de leur logement et consommer avec le produit d'un prêt hypothécaire en augmentation, abusent de cet instrument pour payer leurs dépenses courantes et de santé, et l'on peut estimer les défaillances à venir à quelques centaines de milliards de dollars.

Enfin, le *yen carry trade*, par lequel les investisseurs empruntent en monnaie japonaise à des taux inférieurs ou égaux à 0,50 %, puis convertissent immédiatement cet argent pour le placer dans des devises à

haut rendement, ce qui assure des liquidités au monde, est en train de se tarir. En effet, les fonds et les investisseurs sont obligés de déboucler à tout prix leurs positions pour dégager des liquidités afin de faire face à leurs engagements ; ils liquident donc leurs positions et rachètent massivement du yen sur les marchés des devises pour rembourser leurs emprunts. Le yen se trouve ainsi propulsé à la hausse et ne peut plus servir de source de crédit. Il devient une monnaie refuge, ce qui est économiquement absurde puisque le Japon pratique encore les taux d'intérêt les plus bas de la planète et que sa dette publique dépasse 180 % de son PIB ! L'un des principaux robinets du monde est donc fermé.

La banque centrale britannique vient de dévoiler que le système financier mondial pourrait perdre jusqu'à 2250 milliards d'euros dans la crise du crédit, même en l'absence d'un autre accident majeur. En ce qui concerne les malheureux épargnants qui ont investi en actions, 28 000 milliards de dollars en capitalisation boursière mondiale ont déjà été perdus dans les douze derniers mois, soit une chute sans précédent de 50 %. C'est l'équivalent de la capitalisation planétaire fin 1998. Et pourtant, on nous chantait les bienfaits des retraites par capitalisation... Les compagnies qui gèrent les futures pensions des retraités auraient mieux fait d'investir depuis dix ans dans l'équivalent d'un livret A ou, mieux, en lingots d'or, puisque l'once de métal précieux se négociait à l'époque autour de 285 à 295 dollars.

Afin de bien mesurer où nous en sommes dans le monde, ainsi que la violence de la crise, constatons que si certains indices boursiers asiatiques ou russe ont chuté de plus de 60 % cette année, il y a bien pire, et sans précédent. L'indice *Baltic* (base 100 en 1985), qui mesure l'évolution des frais de transport des marchandises brutes telles que le charbon, le gaz, le minerai de fer, les engrais, les céréales etc. s'est effondré, passant de 11 793 points début juin à un plancher de 982 points le 27 octobre dernier. Il a donc connu une chute de 91,7 % en moins de cinq mois, qui mesure la baisse du commerce mondial.

L'économie physique est donc bel et bien atteinte. Comme il n'y a pratiquement plus de crédit et que la consommation et les investissements fonctionnaient grâce à lui, l'économie sombre. L'immobilier n'a fait que commencer sa chute, notamment en Grande-Bretagne, en Espagne et en Irlande, mais aussi dans une moindre mesure chez nous, et les marchés de l'automobile et de l'acier s'effondrent : Renault, Peugeot et Mittal Steel ferment leurs usines et des licenciements massifs se produiront si l'on ne change pas de système. La crise se propage inexorablement à l'économie réelle et touche de proche en proche tous les secteurs d'activité. D'après la Coface, le montant des impayés entre entreprises a augmenté de 125 % au troisième trimestre 2008 et le nombre de faillites s'est accru de plus de 17,2 % pendant la même période, selon le cabinet spécialisé Altares.

Les conséquences sociales seront tragiques. Chez nous, une note de conjoncture publiée le 7 octobre par l'association Entreprise et personnel, rédigée par 150 responsables des ressources humaines de grandes entreprises, dresse un tableau très pessimiste : « La crise financière a déchiré le voile des illusions ». Et d'énumérer les « conséquences très négatives » de la situation : « Appauvrissement de nombreux Français, montée sensible du chômage et difficulté des ménages modestes d'un côté, et impasse budgétaire privant le gouvernement des moyens financiers lui permettant d'agir de l'autre ». L'indicateur de confiance des Français publié par l'INSEE le 28 octobre a perdu trois points en un mois et se situe au plus bas historique depuis sa création en 1987. La nécessité de changer de système est donc claire, tant s'assombrissent les nuages de celui dans lequel nous vivons.

IV. Pistes pour un sursaut

La reprise ne peut venir que d'une stratégie industrielle et d'équipement de l'homme et de la nature, redonnant priorité à l'investissement à long terme et au travail humain. Celle-ci est par nature anti-inflationniste, car elle crée de la production face à la monnaie, alors que la logique du système actuel crée de la monnaie, sans contrôle ou en bénéficiant de la complaisance des pouvoirs publics, au profit d'une minorité de moins en moins nombreuse et de plus en plus malthusienne.

Le sursaut ne peut en aucun cas provenir de ceux qui ont commis ou toléré les erreurs du système. Leur politique aboutirait au pire.

Ainsi, la logique du plan de Gordon Brown et d'Alan Greenspan, auxquels tous les pays occidentaux se sont ralliés, conduit à une cartellisation financière et à la constitution de holding bancaires surplombant les Etats. Un éditorial de *La Tribune* du 10 octobre signé Pierre-Angel Gay note justement que « ces grands holdings d'Etat ont été mis en place dans l'Italie de Mussolini » et, pourrait-on ajouter, dans l'Allemagne de Schacht, après 1933. L'on ne connaît que deux solutions pour annuler les pyramides de dettes qui ne peuvent être remboursées. Par l'hyperinflation, qui aboutit à un désastre social et fait le lit des totalitarismes, ou par une banqueroute organisée et civilisée, organisant une sélection entre dettes légitimes liées à la production et illégitimes résultant de paris. C'est aux Etats de procéder à cet effort, pour protéger leurs peuples et leurs économies. Je suis donc convaincu qu'un Jacques Attali a raison lorsqu'il affirme que « toute la question est de savoir si le monde se trouve aujourd'hui en mars 1933 en Allemagne ou en mars 1933 aux Etats-Unis », avec pour perspective l'administration de Franklin Delano Roosevelt et le New Deal.

Cependant, la solution ne consiste pas à créer, comme le voudrait Attali, des institutions financières supranationales qui seraient, elles aussi, contrôlées par des oligarchies. Ce serait fatalement ce que Michael Ledeen,

le néo-conservateur américain ami de M. et Mme Cheney, a appelé dans un moment de lucidité un « fascisme universel ».

Les pistes à ouvrir pour sortir de cette première grande dépression mondiale me semblent toutes conduire à un Nouveau Bretton Woods, une entente entre Etats pour que le crédit réalimente l'équipement de l'homme et de la nature, le travail humain et la production, en permettant le financement de grands projets d'infrastructure à long terme et faibles taux d'intérêt. En somme, un système rétablissant l'autorité des Etats pour ce que Charles de Gaulle appela dans un célèbre discours à l'université de Mexico, en 1964, « la cause de l'humanité ». Un vrai Nouveau Bretton Woods, celui conçu par l'homme politique américain Lyndon LaRouche, et non les versions frelatées comme celle de Gordon Brown, qui prétend introduire des régulations sous ce nom mais sans changer de système ni de logique, ce qui constitue une véritable fraude sur la marchandise.

Afin de dégager le terrain pour cette nouvelle politique, la banqueroute organisée des capitaux fictifs, sans création de richesse humaine ou physique, qui circulent actuellement doit nécessairement être organisée. Sans elle, la mauvaise monnaie continuera à chasser la bonne. Il faudra également une « aire de développement » pour appliquer la politique de croissance mutuelle à venir, allant, par delà l'Oural, de l'Atlantique à la mer de Chine, sans oublier le rôle fondamental des Etats-Unis retrouvant la politique de leurs pères fondateurs et répudiant celle venue de la City. Un système de parités monétaires fixes, pour susciter des échanges réguliers et équitables de marchandises sans spéculations destructrices sur les devises, sera indispensable, au sein d'un accord entre Républiques souveraines disposant de banques nationales sous contrôle citoyen et non celui des experts financiers qui nous ont conduit là où nous sommes. Pistes vers une utopie ? Sûrement pas, car il y a eu des précédents dans l'histoire, comme celui de la paix de Westphalie, et que c'est le système actuel qui mène droit dans le mur d'un monde fini.

Comme nous écrivons ces lignes, un grand danger se précise en vue du 15 novembre et des négociations internationales qui s'ensuivront. Il s'agit de la mainmise d'une autorité supranationale sur « l'architecture financière mondiale ». Dominique Strauss Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), revendiquant sa proximité avec Gordon Brown, vient de réaffirmer ce projet. Pour lui, le FMI doit être à la fois « pompier », « maçon », « architecte » et « coordonnateur » de la régulation mondiale, assisté d'un Forum de stabilité financière qui regroupe principalement les grandes banques centrales. Il va proposer au G20 une « *Global regulation strategy* » en ce sens, c'est-à-dire un « plan de nouvelle gouvernance mondiale ».

S'engager sur une telle voie remettrait fatalement en cause l'indépendance des Etats-nations, déjà affaiblie par leurs incessants

refinancements et leurs constantes recapitalisations des établissements financiers pour lesquels, dans le système actuel, ils doivent s'endetter toujours davantage. Le retour à un volontarisme politique des peuples et des nations se trouverait ainsi mis sous tutelle et nous entrerions dans des temps sombres, car on sait comment ont procédé jusqu'à maintenant les médecins qui ont fait le mauvais diagnostic mais entendent administrer l'ordonnance. D'où pourrait alors venir le nécessaire sursaut ?